



AFRICAN UNION ENERGY

African Energy Commission
Commission Africaine de l'Énergie

L'Afrique et la transition énergétique juste

Préalables pour l'expansion du marché domestique africain du pétrole et du gaz

Sommaire exécutif

Octobre 2022

SOMMAIRE

Le paysage africain du pétrole et du gaz	3
Pétrole brut	3
Gaz naturel	3
Communautés économiques régionales	4
Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	4
Perspectives énergétiques	4
Pétrole brut	5
Gaz naturel	6
Feuille de route pour le développement : Pétrole brut et produits pétroliers	7
Investissement	7
Commerce	8
Infrastructure	8
Accès à l'énergie	8
Feuille de route pour le développement : Gaz naturel	9
Investissement	9
Commerce	10
Infrastructure	10
Accès à l'énergie	10
Plan d'action	11
Secteur Public	11
Secteur privé	11
Sociétés civiles et communautés	12
Institutions internationales et régionales	12

L'Afrique est dotée de réserves considérables de pétrole et de gaz et de ressources non exploitées qui peuvent contribuer à la croissance économique du continent si elles sont mises en valeur de manière stratégique.

Il est nécessaire de clarifier la position de l'Afrique et de mettre en place des stratégies pour un approvisionnement futur adéquat, compte tenu des incertitudes actuelles en matière d'approvisionnement énergétique, des facteurs clés de la demande future, des politiques des pays consommateurs (notamment les alternatives au pétrole et au gaz), ainsi que de la croissance économique mondiale prévue et des développements technologiques à venir.

LE PAYSAGE AFRICAIN DU PETROLE ET DU GAZ

La richesse des ressources pétrolières et gazières constitue le fondement économique du développement durable de nombreux pays africains, tandis que la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures continuent de constituer un levier économique par le biais du commerce et des investissements.

PÉTROLE BRUT

Les réserves de pétrole brut en Afrique sont estimées à plus de 125 milliards de barils, avec une production atteignant 6.9 millions de barils par jour en 2020, ce qui représente 7.8% de la production mondiale. Environ 87 % des réserves de pétrole du continent sont situées dans cinq pays africains : la Libye (39%), le Nigeria (30%), l'Algérie (10%), l'Angola (6%) et l'Égypte (2%). L'Afrique est le seul continent au monde à être à la fois un exportateur net de pétrole brut et un importateur net de produits pétroliers. Les raffineries africaines ne peuvent raffiner que 3,3 millions de barils par jour, alors qu'elles ont enregistré une demande de 4,1 millions de barils par jour en 2020. Le marché des produits pétroliers raffinés en Afrique est dominé par le diesel, l'essence et le GPL.

Malgré une demande importante sur tout le continent africain, le commerce du pétrole brut et des produits pétroliers est limité sur le continent, la majorité des produits étant expédiés vers le marché international. Les oléoducs SUMED, Tazama, Tchad-Cameroun et Petrodar sont les oléoducs transfrontaliers de pétrole brut les plus importants, bien que plusieurs autres soient à l'étude (LAPSSET, EACOP, AZOP, oléoducs Niger-Tchad) ou en cours de construction (oléoduc Niger-Bénin)¹.

GAZ NATUREL

Les réserves de gaz naturel en Afrique sont estimées à 850 tcf, avec une production atteignant près de 8 200 bcf en 2020, ce qui représente 6% de la production mondiale. Les réserves de gaz sont considérables en Afrique du Nord (33 %), en Afrique de l'Ouest (28 %) et en Afrique australe (31 %), et des quantités commerciales de gaz naturel ont été découvertes dans de nombreux pays africains.

L'Algérie (39 %) et le Nigeria (30 %) sont les deux plus grands exportateurs de GNL, les terminaux d'exportation de GNL opérationnels en Afrique ayant une capacité combinée de 75 MTPA. Une grande partie du gaz naturel est exportée d'Afrique ; cependant, il est également utilisé dans l'industrie, la production d'électricité, le transport, l'agriculture, les applications commerciales et domestiques. En termes d'adoption à l'échelle mondiale, les applications de la transformation du gaz en liquide ne sont pas bien ancrées, cependant, l'Afrique abrite deux usines, toutes deux situées en Afrique du Sud. L'Afrique continue de promouvoir le gaz comme un combustible clé pour répondre à sa production croissante d'électricité de base (par exemple, au Nigeria), remplacer les produits pétroliers (par exemple, en Afrique du Sud),

¹ SUMED reliant le terminal d'Ain Sokhna situé dans le golfe de Suez, près de la mer Rouge, au port offshore de Sidi Kerir à Alexandrie en mer Méditerranée ; Tazama reliant le port de Dar-es-Salaam, Tanzanie, à la raffinerie de pétrole Indeni à Ndola, Zambie ; Tchad-Cameroun reliant le champ pétrolier de Doba dans le sud du Tchad à une installation d'exportation flottante à Kribi, Cameroun ; Petrodar reliant l'État du Nil supérieur (Sud-Soudan) à la mer Rouge (Soudan) ; LAPSSET reliant le Kenya, l'Éthiopie et le Sud-Soudan ; EACOP reliant Kabaale, district de Hoima, Ouganda, à la péninsule de Chongoleani près du port de Tanga en Tanzanie ; AZOP reliant la raffinerie de Lobito, Angola, à Lusaka, Zambie ; Niger-Tchad reliant le champ pétrolier d'Agadem, Niger au bassin de Doba, Tchad, où il serait relié à l'oléoduc existant Tchad-Cameroun, pour l'exportation via le port de Kribi, Cameroun ; Niger-Bénin reliant le champ pétrolier d'Agadem, Niger au terminal du port de Seme, Bénin via le sud-ouest de Niamey, Niger.

encourager le développement industriel (par exemple, en Algérie, en Égypte), monétiser le gaz associé et torché (par exemple, au Nigeria) et remplacer le charbon (par exemple, en Afrique du Sud).

Les gazoducs Medgaz, GME, Transméditerranéen, AGP, EMG, Green Stream, ROMPCO et WAGP sont les gazoducs transfrontaliers de gaz naturel les plus importants, bien que plusieurs autres gazoducs soient actuellement à l'étude (ARP, Ghana-Côte d'Ivoire, GALSI, TSGP)².

COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Grâce à l'intégration régionale, les pays africains ont la possibilité d'exploiter les chaînes de valeur régionales et d'étendre leurs marchés, qui seraient sinon restreints et fragmentés. À leur tour, les chaînes de valeur régionales sont des points d'ancrage importants pour l'industrialisation et une transformation économique plus large. Les gisements de pétrole et de gaz récemment découverts dans plusieurs pays africains offrent aux économies africaines une grande opportunité de s'engager dans un processus d'industrialisation rapide.

Le paysage actuel de l'intégration en Afrique comprend une série de communautés économiques régionales, à savoir l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens, la Communauté d'Afrique de l'Est (CEN-SAD), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

La ZLECAf constitue une opportunité unique pour les pays africains de s'intégrer de manière compétitive dans l'économie mondiale, de réduire la pauvreté et de promouvoir l'inclusion.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière et gazière, la ZLECAf doit déclencher des investissements substantiels de la part de pays étrangers, tels que les États-Unis et d'autres pays européens, principalement parce qu'elle offre aux investisseurs un marché plus vaste et moins risqué. La ZLECAf élargit le marché en offrant un marché unique avec moins de barrières transfrontalières, ce qui permet aux investisseurs d'entreprendre des projets à revenus plus importants à l'échelle régionale plutôt que nationale. En mettant à profit les économies d'échelle offertes par la ZLECAf pour développer des solutions régionales, le marché des exportations pourrait croître considérablement. La ZLECAf prévoit notamment un protocole pour le règlement des différends de manière équitable entre les investisseurs et les États, ce qui devrait rendre les investissements dans les pays africains moins risqués pour les investisseurs.

La ZLECAf compte actuellement 54 signataires, dont 43 ont déposé leurs instruments de ratification avant mai 2022.

PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES

Les récentes découvertes de pétrole et de gaz, ainsi que les changements réglementaires et l'expansion rapide des marchés de consommation sur le continent, présentent d'importantes opportunités. Le scénario du statut quo, Business-as-Usual, apparaît comme la voie de développement pour le secteur pétrolier et gazier africain qui profiterait le plus au continent et à ses habitants.

La période concernée à court terme de cette étude est la période entre maintenant et 2030, la période à moyen terme est 2031 à 2040, et la période à long terme est 2041 à 2050.

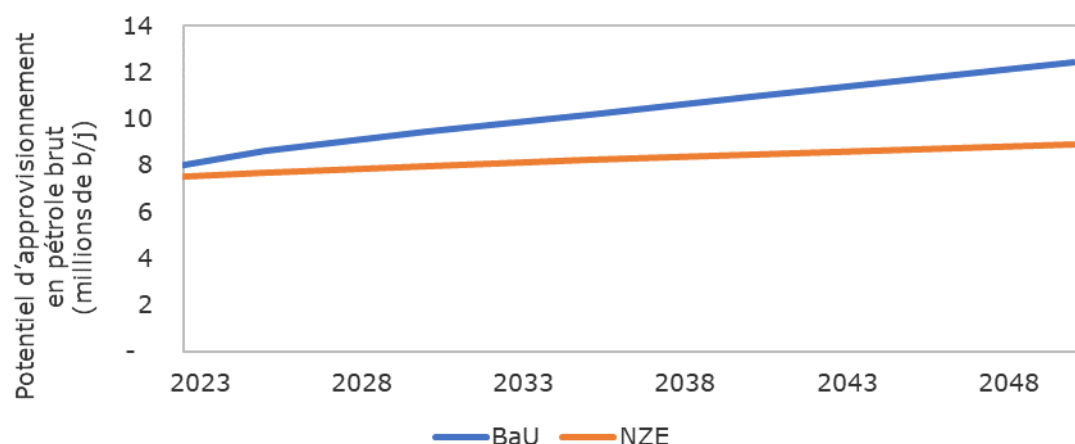
² Medgaz reliant l'Algérie à l'Espagne ; GME reliant le champ gazier de Hassi R'Mel, en Algérie, à Cordoue, Espagne, en passant par le Maroc, où il est relié aux réseaux gaziers espagnol et portugais ; Trans-Méditerranéen reliant l'Algérie via la Tunisie à la Sicile et à l'Italie continentale, avec une extension vers la Slovaquie ; AGP reliant l'Égypte à la Jordanie, la Syrie et le Liban ; EMG reliant le terminal israélien d'Ashkelon à la station de réception égyptienne d'Al-Arish ; Greenstream reliant Mellitah, Libye à Gela, Sicile, Italie ; ROMPCO reliant les champs gaziers terrestres de Pande et Temane au Mozambique à Gauteng, Afrique du Sud ; WAGP reliant la région d'Escravos, Nigeria, dans la zone du delta du Niger, au Bénin, au Togo et au Ghana ; ARP reliant le bassin de Rovuma au Mozambique, riche en gaz, à Gauteng, en Afrique du Sud ; Ghana-Côte d'Ivoire reliant l'usine de traitement du gaz près d'Atuabo, dans la région occidentale du Ghana, à la frontière de la Côte d'Ivoire ; GALSI reliant l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne ; TSGP reliant les ressources du Nigeria à Hassi R'Mel, Algérie, se raccordant à un réseau régional plus large de gazoducs, dont GME, Medgaz, Trans-Méditerranéen.

Afin d'estimer le potentiel d'approvisionnement global de l'Afrique à court, moyen et long termes, une approche cumulative a été employée, qui tient compte à la fois du potentiel d'approvisionnement du marché international sur la base de la demande mondiale prévue (en excluant l'Afrique) et du potentiel d'approvisionnement d'un marché africain isolé (l'Afrique uniquement). L'on suppose que les réserves de pétrole brut et de gaz naturel de l'Afrique sont suffisantes pour répondre à la demande continentale et pour desservir le marché international, optimisant ainsi les revenus. En outre, on estime que l'Afrique continuera à bénéficier de 4.2 % du marché mondial du pétrole brut et de 1.95 % du marché mondial du gaz naturel, tout en s'appropriant 100 % du marché africain, au cours des périodes considérées dans cette étude.

PÉTROLE BRUT

Pour élaborer les scénarios de perspectives mondiales d'approvisionnement en pétrole brut, deux scénarios ont été pris en compte : l'un défini par l'OPEP dans le rapport perspectives pétrolières mondiales 2021 (BaU) et l'autre par l'AIE dans le rapport Net Zéro d'ici 2050 (NZE).

Le potentiel d'approvisionnement total en pétrole brut comprennent la demande croissante de pétrole de l'Afrique (soutenue par la croissance démographique et l'activité économique, le passage de la biomasse aux produits à base de pétrole et l'utilisation accrue du diesel et du fioul pour la production d'électricité), ainsi que le marché international, et sont résumées dans le Graphique 1 :



Graphique 1: Opportunités potentielles d'approvisionnement en pétrole brut pour l'Afrique (marchés intra-africain et international)

Dans le scénario du statut quo, BaU, le potentiel d'approvisionnement mondial augmentent progressivement, mais la demande totale se déplace de l'exportation vers le commerce intracontinental au cours de cette période, l'offre mondiale (en tant que part du potentiel d'approvisionnement total) diminuant de près de 50% à 34% au fil du temps. Parmi les principales raisons de cette tendance sur le marché mondial figurent les améliorations de l'efficacité dans tous les secteurs de la consommation et le remplacement du pétrole par le gaz et les sources d'énergie renouvelables. Elle inclut la pénétration importante des véhicules électriques dans le secteur du transport routier, l'électrification en cours dans les secteurs résidentiel et industriel, et la pénétration des carburants alternatifs dans les secteurs maritime et aérien.

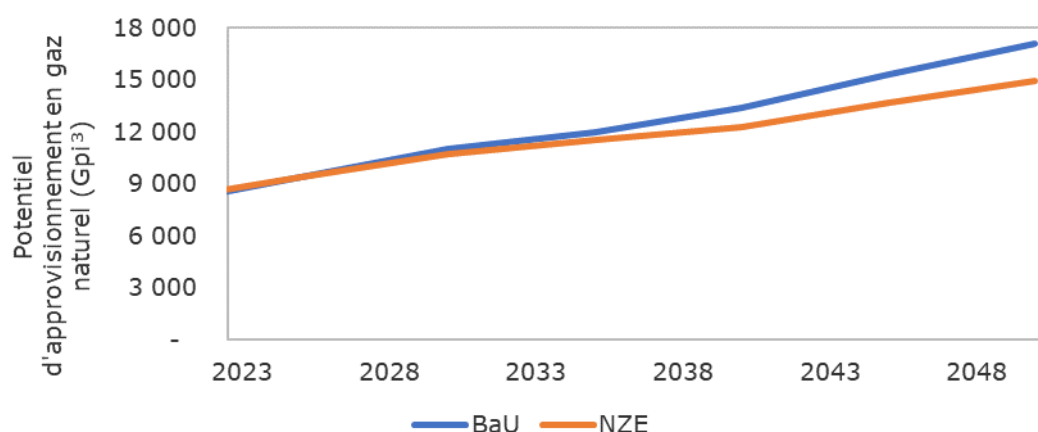
Selon le scénario NZE, le potentiel d'approvisionnement mondial (en tant que pourcentage du potentiel d'approvisionnement total) a diminué de manière significative, passant de près de 50 % à 7.5 %, tandis que la demande du continent africain a connu un taux de croissance annuel combiné de 2.7 % au cours de la période couverte par les perspectives. Parmi les principales raisons de cette tendance sur le marché mondial figurent la diminution de l'intensité énergétique et l'augmentation de la production de carburants alternatifs (biocarburants avancés, hydrogène et carburants synthétiques). Le marché du pétrole brut (produits pétroliers) devient de plus en plus local dans les deux scénarios. Des

relations commerciales et des infrastructures doivent être instaurées en Afrique pour faciliter le commerce sur le marché continental du pétrole brut, quelle que soit la trajectoire de la décarbonisation internationale.

GAS NATUREL

Pour élaborer les scénarios de perspectives d'approvisionnement mondial en gaz naturel, deux scénarios ont été pris en compte : l'un défini par l'OPEP dans le rapport *Perspective pétrolières mondiales 2021* (BaU) et l'autre par l'AIE dans le rapport *Net Zéro by 2050* (NZE).

Le potentiel total d'approvisionnement en gaz naturel est constituée de la demande croissante en gaz naturel de l'Afrique (définie par le Forum des Pays Exportateurs du Gas (FPEG) dans le rapport *Synoptique sur les perspectives gazières mondiales 2050* ; soutenue par une croissance économique rapide et une population urbaine croissante, couplée à une augmentation sans précédent de la demande en électricité), ainsi que du marché international, et est résumée dans le Graphique 2.



Graphique 2: Opportunités potentielles d'approvisionnement en gaz naturel pour l'Afrique (marchés intra-africain et international)

Le scénario BaU prévoit une augmentation progressive de l'offre mondiale, mais un déplacement de la demande des exportations vers le commerce intracontinental au cours de cette période, l'offre mondiale passant progressivement d'environ 30 % à un peu plus de 18 % (en pourcentage de potentiel d'approvisionnement total). Les améliorations de l'efficacité énergétique et la pénétration croissante des énergies renouvelables sont deux des principales raisons de cette tendance sur le marché mondial.

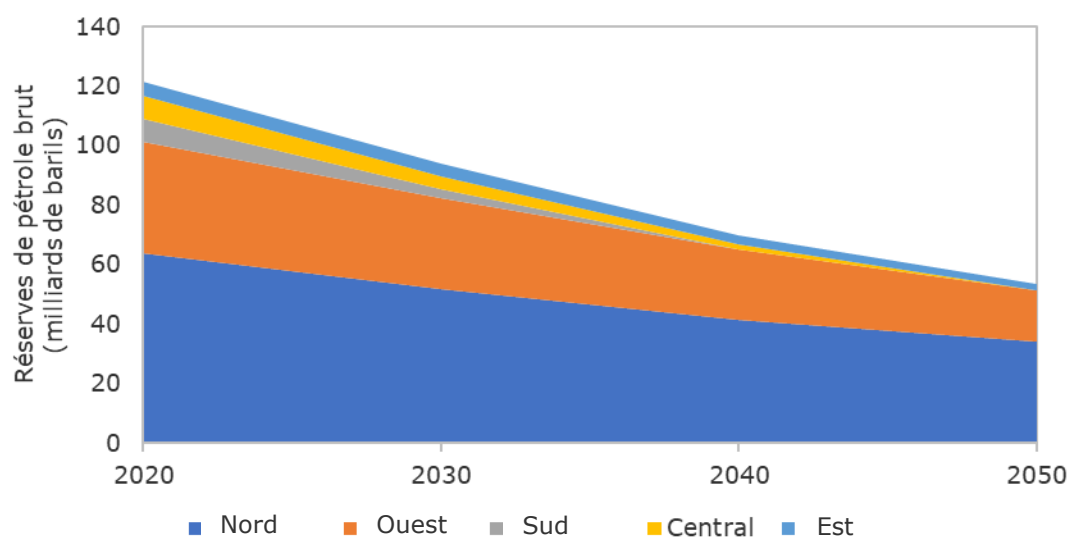
Le scénario NZE indique que le potentiel d'approvisionnement mondial (en pourcentage du potentiel d'approvisionnement total) ont considérablement diminué, passant d'environ 30 % à un peu plus de 6 %. Le commerce du gaz naturel sous forme de GNL chute de 60 % et celui des gazoducs de 65 % entre 2020 et 2050, principalement en raison de l'abandon progressif du gaz naturel dans le secteur de l'électricité. Au cours de la même période, la demande africaine connaît un taux de croissance annuel combiné de 3.2 %.

Le marché du gaz naturel devient de plus en plus localisé dans les deux scénarios, à l'instar du pétrole brut (produits pétroliers). Quelle que soit la trajectoire de la décarbonisation internationale, il est essentiel de favoriser les relations commerciales intra-africaines et de mettre en place des infrastructures facilitant les échanges sur le marché africain du gaz naturel.

FEUILLE DE ROUTE POUR LE DEVELOPPEMENT : PETROLE BRUT ET PRODUITS PETROLIERS

Le continent dispose de suffisamment de réserves de pétrole brut pour répondre à sa demande croissante de pétrole ainsi qu'à une part de marché mondiale accrue.

Le Graphique 3 illustre le déclin anticipé des réserves de pétrole brut des pays visés par cette étude au cours de la période considérée. Sur la base des conditions actuelles des champs de pétrole brut existants, les champs de pétrole producteurs d'Afrique australe devraient s'épuiser à moyen terme et les champs de pétrole d'Afrique centrale s'épuiseront progressivement à plus long terme.



Graphique 3: Perspectives des réserves de pétrole brut

INVESTISSEMENT

Quelques pays dominent les réserves pétrolières régionales, notamment la Libye au nord, le Nigeria à l'ouest et l'Angola au sud. L'exploration et l'exploitation pétrolières dans d'autres pays de la région doivent être encouragées à court, moyen et long terme en tant que stratégie d'atténuation des risques.

Les pays disposant de réserves pétrolières suffisantes doivent être encouragés à augmenter leur production, comme la Libye en Afrique du Nord, le Soudan et le Sud-Soudan en Afrique de l'Est, le Nigeria en Afrique de l'Ouest et le Tchad en Afrique centrale.

Il convient de promouvoir les investissements dans le développement des champs pétrolifères et des installations de production connexes dans les pays qui possèdent des réserves de pétrole mais ne produisent pas (notamment la Mauritanie, l'Ouganda, le Nigeria, le Sénégal et la Namibie).

Comme le processus d'exploration prend du temps, l'exploration pétrolière doit commencer avant que les réserves du pays ou de la région ne soient épuisées. Les pays dont les réserves pétrolières devraient s'épuiser à moyen terme (comme l'Égypte, l'Angola, le Ghana et la Guinée équatoriale) et à plus long terme (comme l'Algérie, le Gabon, le Tchad et la République du Congo) doivent être encouragés à passer de l'augmentation de la production à l'exploration et au développement de nouvelles réserves, respectivement à court et à moyen terme.

Les investissements dans de nouveaux projets de pipelines transcontinentaux, tels que les pipelines LAPSET, EACOP, AZOP et Niger-Tchad, doivent être encouragés³.

COMMERCE

Il est essentiel d'accroître les infrastructures de production et de valorisation, de stockage et de transmission (nationales et internationales).

Afin de faciliter le commerce, les pipelines transfrontaliers existants, tels que SUMED, Tazama, Tchad-Cameroun et Petrodar, doivent être pleinement utilisés⁴.

Afin de faciliter le commerce inter- et intrarégional entre les pays, les pays proches doivent être encouragés à évaluer et éventuellement à consolider les groupes économiques au niveau régional et continental. Cela évitera à chaque pays d'avoir à augmenter sa production de pétrole brut ou de produits pétroliers, et permettra plutôt de se concentrer sur la réalisation d'une autosuffisance régionale. Il sera possible de réaliser des échanges commerciaux efficaces entre tous les pays africains s'ils sont unifiés dans une communauté économique consolidée (telle que la ZLECAf).

Les pays disposant de terminaux d'exportation existants auraient la possibilité d'augmenter leur production et d'étendre leurs terminaux d'exportation, comme l'Algérie, l'Égypte et la Libye en Afrique du Nord ; le Soudan en Afrique de l'Est ; l'Angola en Afrique australe ; le Ghana et le Nigeria en Afrique de l'Ouest ; le Tchad, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon en Afrique centrale.

INFRASTRUCTURE

L'autosuffisance en termes de demande continentale en pétrole raffiné nécessiterait l'utilisation complète de la capacité de raffinage existante ainsi que la construction de nouvelles raffineries. La pleine utilisation de la capacité de raffinage continentale (qui nécessitera des travaux de rénovation) a le potentiel d'augmenter la production jusqu'à 1.1 million de bpj, ce qui représente 75 % des besoins supplémentaires en approvisionnement prévus à court terme. En outre, de nouvelles raffineries seront nécessaires (0.35 million bpj à court terme, 1.5 million bpj à moyen terme et 1.58 million bpj à long terme). La construction de nouvelles raffineries ou l'expansion des raffineries existantes doivent être encouragées dans les pays disposant d'abondantes réserves de pétrole et d'infrastructures connexes bien établies, en envisageant le développement d'infrastructures communes entre pays voisins.

ACCES A L'ENERGIE

L'accès à une énergie moderne est essentiel pour l'approvisionnement en eau propre, l'assainissement et les soins médicaux, ainsi que pour la fourniture de services fiables et efficaces d'éclairage, de chauffage, de cuisson, d'énergie mécanique, de transport et de télécommunication.

Les produits pétroliers bruts raffinés tels que le GPL, la paraffine, le diesel, le fioul lourd et l'essence peuvent être utilisés comme sources d'énergie pour aider certaines régions et certains pays à produire de l'électricité, et à assurer le transport, la cuisson, le chauffage et l'éclairage. La priorité doit être donnée à l'Afrique subsaharienne, qui représente les trois quarts du déficit mondial d'accès à l'énergie.

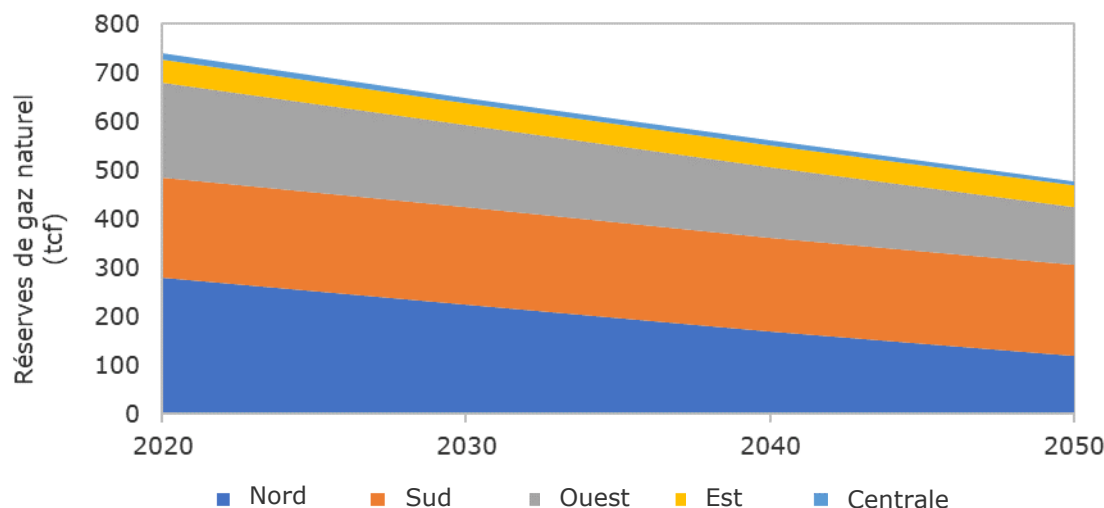
³ LAPSET, qui relie le Kenya, l'Éthiopie et le Sud-Soudan ; EACOP, qui relie Kabaale, dans le district de Hoima, en Ouganda, à la péninsule de Chongoleani, près du port de Tanga, Tanzanie ; AZOP, qui relie la raffinerie de Lobito, Angola, à Lusaka, Zambie ; Niger-Tchad, qui relie le champ pétrolier d'Agadem, Niger, au bassin de Doba, Tchad, où il serait raccordé à l'oléoduc Tchad-Cameroun existant, pour être exporté via le port de Kribi, Cameroun.

⁴ SUMED reliant le terminal d'Ain Sokhna dans le golfe de Suez, près de la mer Rouge, au port offshore de Sidi Kerir à Alexandrie en mer Méditerranée ; Tazama reliant le port de Dar-es-Salaam, Tanzanie, à la raffinerie de pétrole Indeni à Ndola, Zambie ; Tchad-Cameroun reliant le champ pétrolier de Doba, dans le sud du Tchad, à une installation d'exportation flottante à Kribi, Cameroun ; Petrodar reliant l'État du Nil supérieur (Sud-Soudan) à la mer Rouge (Soudan).

FEUILLE DE ROUTE POUR LE DEVELOPPEMENT : GAZ NATUREL

Le continent est doté d'abondantes ressources en gaz naturel qui sont non seulement suffisantes pour répondre à la demande à long terme, mais qui peuvent également être améliorées afin de répondre aux besoins d'un marché en expansion.

Le Graphique 4 illustre le déclin prévu des réserves de gaz naturel des pays visés par cette étude au cours de la période considérée. En raison des faibles volumes de production, on s'attend à ce que d'importantes réserves de gaz naturel vont exister sur le continent dans un avenir prévisible.



Graphique 4: Perspectives des réserves de gaz naturel

INVESTISSEMENT

Quelques pays dominent les réserves régionales de gaz naturel, comme le Mozambique au sud, le Nigeria à l'ouest, la Tanzanie à l'est et la République du Congo en Afrique centrale. L'exploration et le développement du gaz naturel dans d'autres pays de la région doivent être encouragés à court, moyen et long termes en tant que stratégie d'atténuation des risques.

L'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe doivent continuer à augmenter leur production de gaz et à promouvoir les exportations de gaz de l'Afrique du Nord et de l'Ouest vers l'Afrique australe, centrale et de l'Est.

Les investissements dans divers projets de gazoducs transrégionaux, tels que le WAGP, l'ARP, le ROMPCO, le TSGP et le Ghana-Côte d'Ivoire, doivent être encouragés, ainsi que les nouveaux projets de gazoducs transcontinentaux, tels que le gazoduc GALSI⁵.

La production de gaz doit commencer en Mauritanie et au Mozambique dans un avenir proche et la possibilité d'augmenter la production doit être considérée. Les récentes découvertes de gaz naturel en Afrique du Sud doivent encourager le pays à commencer la production et à continuer à exploiter les réserves déjà découvertes. La production au Nigeria doit être encouragée en vue d'augmenter la production régionale de gaz. La majorité des réserves de gaz naturel de l'Afrique de l'Est est détenue par la Tanzanie qui doit être encouragée à augmenter sa production ainsi qu'à promouvoir le terminal d'exportation de GNL prévu dans l'océan Indien.

⁵ Medgaz reliant l'Algérie à l'Espagne ; GME reliant le champ gazier de Hassi R'Mel, en Algérie, à Cordoue, Espagne, en passant par le Maroc, où il est relié aux réseaux gaziers espagnol et portugais ; Trans-Méditerranéen reliant l'Algérie via la Tunisie à la Sicile et à l'Italie continentale, avec une extension vers la Slovaquie ; AGP reliant l'Égypte à la Jordanie, la Syrie et le Liban ; EMG reliant le terminal israélien d'Ashkelon à la station de réception égyptienne d'Al-Arish ; Greenstream reliant Mellitah, Libye à Gela, Sicile, Italie ; ROMPCO reliant les champs gaziers terrestres de Pande et Temane au Mozambique à Gauteng, Afrique du Sud ; WAGP reliant la région d'Escravos, Nigeria, dans la zone du delta du Niger, au Bénin, au Togo et au Ghana ; ARP reliant le bassin de Rovuma au Mozambique, riche en gaz, à Gauteng, en Afrique du Sud ; Ghana-Côte d'Ivoire reliant l'usine de traitement du gaz près d'Atuabo, dans la région occidentale du Ghana, à la frontière de la Côte d'Ivoire ; GALSI reliant l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne ; TSGP reliant les ressources du Nigeria à Hassi R'Mel, Algérie, se raccordant à un réseau régional plus large de gazoducs, dont GME, Medgaz, Trans-Méditerranée.

COMMERCE

La majorité des réserves de gaz naturel de l'Afrique sont situées en Afrique du Nord, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. Il est souhaitable de promouvoir le commerce intra- et interrégional du gaz, en se concentrant sur la desserte de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale. La Mauritanie, la Tanzanie, la Libye, le Mozambique et le Nigeria restent les mieux placés pour répondre et soutenir la demande de gaz à long terme, en même temps que l'offre de l'Égypte, de l'Algérie et la République du Congo. Compte tenu de la diminution des réserves dans la région de l'Ouest, le commerce intrarégional du Nigeria ou du Gabon vers la Guinée équatoriale et le Ghana doit être encouragé pour assurer la sécurité régionale de l'approvisionnement.

Les augmentations de production prévues sont principalement destinées au marché international. Il est donc impératif d'encourager le commerce intrarégional avec les pays ayant peu ou pas de réserves de gaz, afin de desservir les marchés intérieurs existants et futurs.

L'utilisation de la capacité des gazoducs Medgaz, GME, Transméditerranéen, AGP, EMG et Green Stream doit être augmentée, si possible, pour atteindre un plus grand marché international de gaz par gazoduc.⁵

Le terminal GNL de la Tanzanie pourrait être réalisable sur l'océan Indien, ce qui pourrait faciliter les échanges avec d'autres marchés africains et internationaux. En outre, la Mauritanie et le Mozambique devraient disposer d'installations d'exportation de GNL opérationnelles à moyen terme, qui pourraient potentiellement soutenir des volumes d'exportation accrus.

En l'absence de nouvelles infrastructures pour l'approvisionnement et le transport du gaz naturel, la réduction du torchage et de l'évacuation du gaz naturel pourrait rendre au moins 350 bcf de gaz naturel facilement disponible au cours des prochaines années (AIE, 2022) (ACTING, 2021).

INFRASTRUCTURE

Il est impératif que le développement futur des infrastructures soit orienté vers la satisfaction des besoins du marché continental, qui représente 88 %, 89 % et 97 % de la croissance prévue du marché gazier dans le scénario BaU à court, moyen et long terme, respectivement.

Les pays disposant d'infrastructures d'exportation existantes (tels que l'Algérie, l'Angola, le Nigeria) doivent être encouragés à augmenter leur production de gaz, et à construire de nouvelles installations d'exportation de GNL ou à étendre celles qui existent déjà, ainsi que des gazoducs de transport (internationaux et nationaux), afin de permettre des volumes d'exportation supplémentaires. La mise en place d'infrastructures communes entre pays voisins doivent également être encouragés (un terminal d'exportation de GNL pour l'Algérie et la Libye, par exemple).

ACCES A L'ENERGIE

Le gaz naturel peut être utilisé comme source d'énergie pour aider certaines régions et certains pays en matière de production d'électricité, de transport et de cuisson. L'Afrique subsaharienne doit être considérée comme une priorité, car elle représente les trois quarts du déficit mondial d'accès à l'énergie.

PLAN D'ACTION

La première étape vers un plan stratégique consiste à proposer un plan d'action pour l'expansion des marchés pétroliers et gaziers continentaux et régionaux en Afrique, ce qui permet aux parties prenantes d'envisager de multiples actions.

SECTEUR PUBLIC

Des cadres financiers régionaux, ainsi que des cadres de passation de marchés conjoints au niveau régional peuvent être développés par le secteur public afin de faciliter la coordination de la collecte de fonds et de garantir la réalisation d'économies d'échelle. Le développement de conditions réglementaires et fiscales attractives, ainsi que d'instruments de réduction des risques, sera essentiel pour attirer et sécuriser les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz. En outre, la création de banques de l'énergie pour financer les projets énergétiques africains et la promotion des opportunités d'investissement peuvent contribuer à un investissement soutenu sur le continent.

La mise en place et l'harmonisation des spécifications (normes) relatives au pétrole et au gaz, ainsi que des politiques régionales de tarification (devises et tarifs) peuvent faciliter le commerce transfrontalier.

Les accords d'infrastructure (conditions générales ; y compris l'accès des tiers) et les normes de construction, ainsi qu'un cadre de partenariat public-privé (PPP) qui encourage l'investissement et la participation pourraient stimuler les grands projets d'infrastructure sur tout le continent.

L'accès à l'énergie en Afrique peut être amélioré par des programmes de subventions et l'accès à un portefeuille d'options énergétiques à moindre coût.

L'extension des licences d'exploration actuelles et l'établissement de réserves/stockages stratégiques pour les produits pétroliers et le gaz naturel doivent être envisagés comme un moyen d'atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19 et l'impact du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

SECTEUR PRIVE

Le marché africain du pétrole et du gaz devrait nécessiter des investissements accrus du secteur privé dans les chaînes de valeur régionales et les valeurs ajoutées. Les programmes d'engagement avec les communautés sont cruciaux pour éviter toute résistance excessive et pour obtenir un "permis d'exploitation". De plus, le secteur privé peut jouer un rôle important dans la création de banques d'énergie pour financer les projets énergétiques africains. Il peut être possible d'attirer des capitaux et des clients futurs grâce à la décarbonisation des activités de production de pétrole et de gaz existantes.

Pour que le commerce intracontinental augmente, le secteur privé doit donner la priorité au commerce intra-africain, en reconnaissant la demande intérieure croissante de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers raffinés.

Les PPP sont essentiels pour les projets d'infrastructure afin d'accélérer l'exécution et d'assurer la viabilité des projets.

Il est possible d'améliorer l'accès à l'énergie pour la communauté locale par la mise en place d'appareils locaux abordables.

SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMUNAUTÉS

L'engagement constructif des investisseurs publics et privés (par le biais d'ONG et de forums communautaires) pourrait permettre de garantir que les investissements pétroliers et gaziers profitent aux communautés de manière juste et équitable.

Des campagnes de promotion et de sensibilisation aux applications du gaz et des produits raffinés pourraient contribuer au développement des marchés et du commerce.

Les communautés avoisinantes peuvent tirer des avantages considérables des développements du secteur pétrolier et gazier, comme l'accès à l'électricité, au gaz et à l'eau, ainsi que la fourniture de biens, de services et de travail pendant la phase de réalisation et d'exploitation du projet.

INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

Il est possible d'encourager les investissements dans le secteur pétrolier et gazier par le biais d'un partage proactif de l'information et de la publicité sur les projets à venir (opportunités d'investissement et ampleur des investissements correspondants), de la fourniture d'une aide à l'investissement (par exemple, la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International), du co-investissement (par exemple, la Société financière internationale) et de la fourniture d'une protection des investissements (par exemple la Agence multilatérale de garantie des investissements). Il serait peut-être possible de mettre en commun les ressources et de faciliter les investissements dans le secteur africain des hydrocarbures en créant une banque africaine d'investissement dans l'énergie (similaire à la Banque africaine d'import-export).

Il est possible de stimuler le commerce intrarégional et interrégional en développant et en maintenant des bases de données régionales (production, consommation, offre, demande, perspectives). Les corridors de transport peuvent servir de passerelle vers les marchés existants et à venir en créant des réseaux régionaux de routes commerciales (traditionnelles et virtuelles). La ZLECAf pourrait bénéficier de la participation et du soutien des institutions internationales et régionales, ainsi que de l'harmonisation des normes et codes industriels.

Une base de données des infrastructures régionales peut être mise en place et exploitée pour améliorer l'utilisation des capacités (transmission, distribution, stockage, raffinage, traitement, terminaux d'exportation/importation, etc.) La coordination des infrastructures transfrontalières peut garantir la mise en place d'infrastructures à moindre coût. Il est impératif que les compétences institutionnelles et individuelles, ainsi que les ressources, soient renforcées afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre et de l'exploitation des projets basés sur la main-d'œuvre locale.

Il est indispensable que le développement des services énergétiques soit coordonné avec celui des utilisations productives afin de créer la base de revenus permettant de financer les investissements énergétiques.

Copyright © AFREC 2021. Tous droits réservés.

La Commission africaine de l'énergie (AFREC) est une agence spécialisée dans l'énergie de l'Union africaine (UA), chargée de développer le secteur énergétique africain par la facilitation, la coordination, l'harmonisation, la protection, la conservation, le développement, la promotion de l'exploitation rationnelle, la commercialisation et l'intégration des ressources énergétiques en Afrique. Elle est activement engagée avec un large réseau d'experts et de partenaires dans les 55 États membres de l'UA, en veillant à ce que toutes les initiatives énergétiques répondent au développement futur du secteur de l'énergie en Afrique et à la poursuite de la construction de "l'Afrique que nous voulons".

Les commentaires sur ce rapport sont les bienvenus et peuvent être adressés à :

Commission africaine de l'énergie (AFREC)

02 Rue Chenoua, BP791, Hydra, 16035, Alger, Algérie

Tel : +213 23 45 9198

Fax : 213 23 45 9200

Email: Afrec@africa-union.org

www.au-afrec.org

Suivez-nous sur Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn et Flickr @ Commission africaine de l'énergie de l'Union africaine



Veuillez télécharger une copie numérique de ce rapport et des annexes associées en scannant le code QR ci-dessus